Un appel pour défendre la Démocratie

La pandémie COVID-19 menace non seulement la vie et les moyens de subsistance des populations. C'est une crise politique qui menace l'avenir de la démocratie libérale.

Les régimes autoritaires profitent de cette crise, ce qui n'est pas surprenant, pour faire taire les critiques et resserrer leur emprise politique. Par ailleurs, certains gouvernements élus de façon démocratique luttent contre la pandémie en renforçant les pouvoirs d'urgence susceptibles de restreindre les droits de l'homme et renforcer la surveillance et le contrôle de l'Etat sans tenir compte des contraintes légales, du contrôle parlementaire, ou des délais pour restaurer l'ordre constitutionnel. Les parlements sont tenus à l'écart, les journalistes arrêtés et harcelés, les minorités prises comme bouc émissaire, et les secteurs les plus vulnérables des populations font face à de nouveaux dangers alarmants alors que le blocage économique ravage le tissu social partout dans le monde.

Faire taire la liberté d'opinion et d'expression, mettre en prison les opposants pacifiques, entraver le contrôle parlementaire et annuler les élections jusqu'à nouvel ordre, ne peuvent en aucun cas protéger la santé publique. Au contraire, ces atteintes à la liberté, à la transparence et à la démocratie vont empêcher les sociétés de lutter contre cette crise de façon rapide et efficace à travers, à la fois, le gouvernement et l'action civique.

En effet, ce n'est pas par hasard que la pandémie actuelle ait émergée dans un pays où la libre circulation des informations est étouffée et où le gouvernement a sanctionné ceux qui ont mis en garde contre les dangers de ce virus – ces avertissements et mises en garde ont été considérés comme de fausses rumeurs portant atteinte à l'image de l'Etat. Lorsque les voix des citoyens responsables sont étouffées, les résultats peuvent être mortels et catastrophiques, non seulement pour un seul pays mais pour le monde entier.

La Démocratie n'est pas uniquement un idéal auquel les populations aspirent. C'est le système gouvernemental le plus approprié pour faire face à une crise de l'ampleur et de la complexité de COVID-19. Contrairement aux affirmations égoïstes d'une propagande autoritaire, la libre circulation d'informations crédibles, le débat factuel sur les options politiques, l'auto-organisation volontaire de la société civile et l'engagement ouvert entre le gouvernement et la société sont tous des atouts essentiels pour lutter contre la pandémie. Ce sont également des éléments clés de la démocratie libérale.

Ce n'est que par la démocratie que les sociétés peuvent instaurer une confiance sociale qui leur permet de persévérer face à une telle crise, d'assurer une résilience nationale face aux difficultés, de remédier aux divisions sociétales profondes à travers la participation et le dialogue inclusifs, et de garder confiance que le sacrifice sera partagé et que les droits de tous les citoyens seront respectés.

Ce n'est que par la démocratie que la société civile indépendante, notamment les femmes et les jeunes, sera capable de s'associer à des organismes publics, d'aider à fournir des services, de permettre aux citoyens de rester informés et engagés, de renforcer le moral social et le sens de l'intérêt commun.

Ce n'est que par la démocratie que les médias libres peuvent jouer leur rôle d'information et de communication permettant ainsi aux gens de prendre de bonnes décisions personnelles et familiales, d'examiner le gouvernement et les institutions publiques et de contrer la désinformation servant à déchirer les sociétés.

Ce n'est que par la démocratie que la société peut instaurer l'équilibre entre les besoins et les priorités concurrents – entre la lutte contre la propagation de ce virus et la protection de la sécurité économique ; et entre la mise en œuvre d'une réponse efficace à la crise et la protection des droits civils et politiques des personnes conformément aux normes et garanties constitutionnelles.

Ce n'est que dans les démocraties que l'État de droit peut protéger les libertés individuelles face à l'intrusion et aux contraintes de l'État bien au-delà de ce qui est nécessaire pour maitriser et mettre fin à une pandémie.

Ce n'est que dans les démocraties que les systèmes de responsabilité publique peuvent surveiller et circonscrire les pouvoirs d'urgence des gouvernements et mettre fin à ces pouvoirs lorsqu'ils ne sont plus nécessaires.

Ce n'est que dans les démocraties que les données recueillies par le gouvernement sur l'ampleur et l'impact sanitaire de la pandémie peuvent être crédibles et fiables.

La démocratie ne garantit pas un leadership compétent et une gouvernance efficace. Bien que ce sont les démocraties qui ont été les premiers pays à agir le plus efficacement pour contrôler le virus, d'autres démocraties n'ont pas agi convenablement pour répondre à la pandémie et ont payé un lourd tribut en vies humaines et en sécurité économique. Les démocraties dont le fonctionnement est médiocre affaiblissent davantage la société et renforcent les opportunités des régimes autoritaires.

Toutefois, la plus grande force de la démocratie est sa capacité à se redresser par soi-même. La crise du COVID-19 est une prise de conscience alarmante, une alerte urgente que les libertés que nous chérissons sont menacées et que nous ne devons pas les considérer comme acquises. Par la démocratie, les citoyens et leurs dirigeants élus peuvent apprendre et grandir. Il n'a jamais été aussi important pour eux de le faire.

Cette pandémie représente un défi mondial sans précédent à la démocratie. Les régimes autoritaires à travers le monde considèrent la crise COVID-19 comme une nouvelle bataille politique dans leur lutte pour stigmatiser la démocratie et la qualifier de faible et détruire ses gains et ses acquis cumulés durant les dernières décennies. La Démocratie est en danger, et les personnes qui s'en soucient doivent faire appel à la volonté, à la discipline et à la solidarité pour pouvoir la défendre. La liberté, la santé et la dignité des personnes sont en jeu partout dans le monde.

###

View the list of signatories.